



**REFUGEE RIGHTS
EUROPE**

IL EST TEMPS D'AGIR

Pour l'ouverture de voies d'accès sûres et légales vers le Royaume-Uni



Sommaire

Aperçu	03
Pourquoi est-il nécessaire d'agir maintenant?	04
Pourquoi le Royaume-Uni doit-il agir ?	06
Quelles solutions existent ?	08
Focus sur les personnes exilées bloquées à la frontière franco-britannique	09



Crédit photo: Chris Barrett

Aperçu

Depuis trop longtemps, les politiques menées par le Royaume-Uni en matière de contrôle aux frontières restreignent les voies d'accès sûres et légales vers ce pays ainsi que l'accès à la demande d'asile. Ces politiques ont directement contribué à la crise humanitaire actuelle dans le Nord de la France, et ont entraîné une augmentation du nombre de traversées dangereuses et risquées de la Manche. Les coûts financiers, humains et moraux de ces politiques sont incontestables. Les personnes exilées prises au piège dans le nord de la France font face à des violences, des abus, des conditions de vie inhumaines et dégradantes et des expulsions à répétition, tandis que le nombre de décès tragiques à la frontière est de plus en plus élevé.¹

Grâce aux contrôles frontaliers établis par le protocole de Sangatte de 1991, le traité du Touquet de 2003 et d'autres accords bilatéraux ultérieurs, le gouvernement britannique a bel et bien repoussé ses frontières sur les sols français et belge, s'octroyant le pouvoir extraterritorial de refuser l'entrée sur son territoire.² Ces accords ont permis au Royaume-Uni d'externaliser la gestion de ses frontières et de limiter l'immigration à distance, laissant les personnes exilées cherchant à rejoindre le Royaume-Uni coincées dans une situation inhumaine et dégradante. L'exercice du pouvoir juridique britannique sur le territoire français a des conséquences directes : le Royaume-Uni est responsable des violations des droits fondamentaux découlant de ces politiques et se doit de trouver des solutions durables en collaboration avec la France.

Alors que le gouvernement britannique négocie l'avenir de ses relations avec l'Union européenne, une nouvelle approche est non seulement possible mais elle est aussi absolument nécessaire. La ministre de l'Intérieur l'a elle-même admis : « Nous avons un devoir auprès de tout le monde, y compris les personnes victimes de la traite, vulnérables ou exploitées, de garantir l'accès à des voies d'accès légales et sûres ». Les intervenants de la société civile et les experts qui, forts de leur expérience de terrain, ont des connaissances approfondies de la situation à la frontière britannique, ont proposé plusieurs solutions potentielles afin de garantir l'existence de voies d'accès légales et sûres vers le Royaume-Uni. Ils offrent ainsi une alternative à l'approche du ministère de l'Intérieur britannique qui consiste à continuer de militariser les frontières terrestres et maritimes et accélérer l'exécution des ordonnances de retour⁴ – entravant l'accès des personnes exilées à la protection et à la réunification avec des membres de leur famille au Royaume-Uni.

Si le gouvernement britannique acceptait de revoir sa stratégie frontalière onéreuse et inefficace et d'initier de nouvelles collaborations, tout en assumant ses responsabilités, il aurait l'occasion de mieux atteindre ses objectifs : réduire le recours aux voies migratoires clandestines, telles que les traversées de la Manche dans des bateaux de fortune,⁵ et démanteler les filières de trafic et de traite d'êtres humains⁶ – conformément au droit international⁷ et européen⁸ et dans le respect de sa responsabilité morale vis-à-vis des demandeurs d'asile potentiels. Cela permettrait également au Royaume-Uni d'adopter une approche plus humaine et mieux organisée des demandes d'asile et de ses responsabilités en matière de protection.



1. Articles à consulter : <https://www.nytimes.com/2020/10/27/world/europe/migrant-boat-english-channel.html> et <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/19/sudanese-teenager-found-dead-on-beach-near-calais-sangatte>

2. Ces accords ont pris effet en Grande-Bretagne avec le passage de la loi de 2003 « Nationality, Immigration and Asylum Act 2002 (Juxtaposed Controls) » <https://www.legislation.gov.uk/uksi/2003/2818/part/3/made>

3. Débat de la Chambre des communes (2020) <https://www.theyworkforyou.com/debates/?id=2020-09-28b178a=france#g11Q>

4. Priti Patel, Comité spécial Affaires intérieures (2020) <https://committees.parliament.uk/oral-evidence/312/default>

5. Plan d'action commun entre le Royaume-Uni et la France (2019) https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/773403/UK_France_declaration_24_Jan_13.00.pdf

6. Home Office, 'Comment le gouvernement lutte contre l'esclavage moderne' (2019) <https://homeofficemedia.blog.gov.uk/2019/05/22/how-the-government-is-tackling-modern-slavery>

7. HCR, Convention relative au statut des réfugiés (1951) <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62>

8. Union européenne, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (26 octobre 2012) Art. 18 ; Règlement du Conseil de l'Union européenne No 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (29 juin 2013).

Pourquoi est-il nécessaire d'agir maintenant?

Les conditions de vie des personnes exilées dans le nord de la France sont inhumaines et dégradantes et n'ont fait qu'empirer depuis le début de la pandémie de la Covid-19.⁹ La situation a désormais atteint un point de rupture. Bien que le gouvernement britannique soit en mesure d'apporter des solutions, il s'obstine à proposer des mesures de sécurité renforcées aux frontières et de restreindre l'accès à la procédure de demande d'asile. Et ce malgré le fait que, comme le démontre la recherche, ces mesures, ainsi que le traitement hostile infligé aux personnes exilées, ne font que les encourager à prendre des itinéraires de plus en plus dangereux.¹⁰

Depuis plusieurs années, la dégradation des conditions dans lesquelles (sur)vivent les personnes exilées dans le nord de la France provoque un embarras politique. Les négociations entre le Royaume-Uni, l'Union européenne et ses États membres sur l'avenir de leurs relations, ainsi que l'adoption du nouveau projet de loi sur l'immigration, offrent à la société civile l'occasion d'appeler à l'action afin de résoudre une situation qui s'est rapidement détériorée ces dernières années.

Au mois de septembre 2020, on comptait environ 2,000 personnes dans les campements informels du nord de la France.¹¹ Ces personnes vivent, pour la plupart, sans aucun accès à un hébergement digne, à l'eau potable ou à des installations sanitaires ; sans parler de leur accès limité aux informations et conseils juridiques ou à la protection contre les violences et l'exploitation. Les tribunaux français se sont prononcés à plusieurs reprises sur ces conditions de vie difficiles estimant qu'elles constituent une forme de traitement inhumain et dégradant.¹² En hiver, la situation devient particulièrement dangereuse et plusieurs personnes ont déjà perdu leur vie. En 2019, un jeune homme de 24 ans est décédé, asphyxié par la fumée, après avoir allumé un feu près de sa tente pour se tenir chaud.¹³



Crédit photo: Rowan Farrel



9. Refugee Rights Europe et al. (2020) <https://refugee-rights.eu/wp-content/uploads/2020/08/facing-multiple-crises-report.pdf>

10. Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes (2019) <https://publications.parliament.uk/pa/cm201919/cmselect/cm/aff/107/107.pdf>

11. Comité spécial des affaires intérieures, Preuve orale (2020) <https://committees.parliament.uk/oralevidence/874/default>

12. Tribunal administratif de Lille 1508747 (2015) <http://lille.tribunal-administratif.fr/content/download/50062/438918/version/1/file/1508747%20V3%20anonymis%C3%A9.pdf>; Tribunal administratif de Lille 1702397 (2017) <http://lille.tribunal-administratif.fr/content/download/94432/%20908817/version/1/file/1702397.pdf>; Conseil d'État 431115 (2019) https://www.gisti.org/IMG/pdf/jur_ce_2019-06-21.pdf

13. The Guardian (2019) <https://www.theguardian.com/world/2019/nov/03/outrage-in-calais-over-death-of-nigerian-man-in-tent>



Crédit photo: Human Rights Observers (HRO)

La police française, dont la l'omniprésence est soutenue de manière implicite par le Royaume-Uni¹⁴, détruit quotidiennement les lieux de vie dans le Calais et le Dunkerquois afin de dissuader qui que ce soit de s'installer dans la région. La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable a condamné ces pratiques¹⁵, mais les expulsions et les confiscations de biens ne font qu'augmenter. On estime que celles-ci coûteraient la somme exorbitante de 9,000 euros par jour.¹⁶

Parmi celles et ceux qui se retrouvent contraints de dormir dans la rue sans protection, on compte des groupes extrêmement vulnérables, y compris des enfants isolés étrangers, des femmes seules, des personnes handicapées et des victimes de la traite. On s'attend à ce que le nombre de victimes du trafic d'êtres humains et d'esclavage moderne augmente avec le nouveau système d'immigration à points du gouvernement britannique.¹⁷

À l'heure actuelle, même les personnes interceptées par les services britanniques ou français de contrôles des frontières n'ont pas accès à une protection adaptée et adéquate.¹⁸ Pourtant, la grande majorité des individus qui tentent de traverser la Manche fuient une situation tragique dans leur pays d'origine, que ce soit la persécution, la guerre, la violence généralisée ou d'autres formes de crises prolongées. Beaucoup sont susceptibles d'être reconnus comme réfugiés au Royaume-Uni, selon des données présentées par un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.¹⁹

La répression violente des personnes exilées le long de la frontière franco-britannique connaît les mêmes échecs que la politique migratoire interne menée par le Royaume-Uni, qui crée un « environnement hostile » et se caractérise par la même violence ordinaire, les mêmes détentions et expulsions, qui visent à dissuader les individus d'entrer sur le territoire britannique et d'y demander l'asile. Ces mesures strictes, financées par le gouvernement britannique, sont censées rendre la vie des personnes exilées dans le nord de la France presque impossible. Pourtant, elles contreviennent aux intérêts propres du Royaume-Uni. Elles font de la France un pays peu attrayant pour les personnes exilées qui seraient ainsi découragées de demander l'asile dans ce pays associé aux violences policières, au manque de logements et à un sentiment d'hostilité envers les personnes exilées.²⁰

La situation est inhumaine, mais elle pourrait être résolue en créant de nouvelles voies d'accès sûres et légales vers le Royaume-Uni. Les exilés dans le nord de la France qui souhaitent rejoindre le Royaume-Uni ne représentent qu'une petite fraction des 65,000 demandes de protection internationale faites en Europe en janvier 2020²¹. Leurs demandes pourraient facilement être traitées par un système de protection internationale plus cohérent et proactif.

L'approche britannique, qui consiste à investir dans les infrastructures sécuritaires et à renforcer les contrôles extraterritoriaux aux frontières, s'est montrée inefficace à maintes reprises. Il est temps d'agir de manière adéquate et constructive afin de résoudre cette situation.

14. InfoMigrants (2019) <https://www.infomigrants.net/fr/post/20205/traversees-de-la-manche-des-gendarmes-reservistes-francais-payes-par-londres-deployes-sur-le-littoral>

15. HCDH (2019) <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24475&LangID=E>

16. Slate (2020) <https://www.slate.fr/story/186017/migrants-calais-jungle-camps-jour-sans-fin-photoreportage>

17. Le « Joint Council for the Welfare of Immigrants », « Project de loi sur l'immigration 2020 : Deuxième lecture » <https://www.jcwi.org.uk/immigration-bill-2020-second-reading-briefing>

18. HMIP Calais inspection 2016 <https://www.justicesectorates.gov.uk/hmiprisoners/wp-content/uploads/sites/4/2016/12/Coquelles-Calais-Web-2016-2.pdf>

19. Comité spécial des affaires intérieures. Preuve orale (2020) <https://committees.parliament.uk/oralevidence/793/default/>

20. La fondation pour la lutte contre le trafic d'êtres humains. 'Nobody deserves to live this way' (2017) <https://www.antislaverycommissioner.co.uk/media/1262/nobody-deserves-to-live-this-way.pdf>

21. EASO. Dernières tendances en matière d'asile, janvier 2020 <https://www.easo.europa.eu/latest-asylum-trends>

Pourquoi le Royaume-Uni doit-il agir ?

En palliant le manque de voies d'accès sûres et légales vers le Royaume-Uni, le gouvernement britannique a l'occasion d'améliorer son système d'asile défectueux, tout en lui donnant la possibilité de remplir ses obligations légales, de dépenser l'argent des contribuables de manière judicieuse, et de maintenir sa crédibilité sur la scène internationale en respectant ses engagements envers les droits fondamentaux et la justice.



Crédit photo: Refugee Women's Centre

Permettre au Royaume-Uni de remplir ses obligations légales internationales.

Les accords sur les contrôles aux frontières grâce auxquels le Royaume-Uni a pu externaliser ses contrôles frontaliers sur le sol français, empêchant ainsi les demandeurs d'asile potentiels de pénétrer sur son territoire et d'y déposer une demande d'asile, constituent une politique de « non-entrée ».²² Les postes de contrôle aux frontières cherchent explicitement à « détecter et décourager de potentiels immigrants clandestins illégaux avant qu'ils ne pénètrent sur le territoire britannique, altérant de manière fondamentale la façon dont le Royaume-Uni gère ses frontières ».²³ Une telle approche, contournant le droit à l'asile et par conséquent le principe de non-refoulement, est incontestablement non conforme aux engagements internationaux du Royaume-Uni.²⁴

Qui plus est, ces accords créent des « zones de contrôle » britanniques dans le nord de la France, allant jusqu'à Paris et Bruxelles, dans lesquelles opèrent des centaines de garde-frontières britanniques²⁵, se trouvent des centres de rétention britanniques (STHF, centres de rétention temporaire)²⁶ et où s'applique le droit pénal britannique. Le contrôle extraterritorial et les pouvoirs répressifs dont jouit le Royaume-Uni engage sa responsabilité à l'égard des personnes au sein de ces zones de contrôles et de ces centres de rétention. Néanmoins, les accords transfrontaliers y exonèrent le Royaume-Uni de toute responsabilité juridique. De plus, ils ne prévoient aucune mesure protégeant le droit de chaque personne de déposer une demande d'asile ou d'accéder à des conseils juridiques.²⁷ Dans les faits, les personnes exilées à la frontière franco-britannique se retrouvent dans un « flou juridique », sous contrôle britannique mais sans les protections légales auxquelles ils ont droit.

Il est également essentiel que toutes les mesures prises par le gouvernement britannique aillent de pair avec la mise en place de conditions d'accueil dignes et adéquates ainsi que d'une aide et d'une assistance juridique pour les potentiels demandeurs d'asile sur le sol français. Ces mesures doivent être prises en collaboration avec le gouvernement français qui, de son côté, doit garantir l'accès à la demande d'asile et aux autres procédures de régularisation en France.

²² J.C. Hathaway, T. Gammeltoft-Hansen, « Le principe de non-refoulement dans un monde de dissuasion coopérative » (2014) https://repository.law.umich.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1216&context=law_econ_current

²³ Cabinet Office du Royaume-Uni (2007) <https://www.statewatch.org/news/2007/nov/uk-border-review-report.pdf>

²⁴ Amnesty International, « Les risques des politiques de migration extérieures pour les droits humains » (2017) <https://www.amnesty.org/download/Documents/POL3062002017ENGLISH.PDF>

²⁵ Care4Calais (2019) p. 16 <http://www.stopwapenhandel.org/sites/stopwapenhandel.org/files/hunted-detained-deported.pdf>

²⁶ Une inspection britannique des centres de rétention temporaires (STHF), en collaboration avec le Contrôleur général des lieux de privation de liberté, et qui a eu lieu entre le 25 et 27 novembre 2019, a signalé de graves préoccupations vis-à-vis des conditions de vie des personnes retenues. Si le personnel était attentionné et bienveillant, l'inspection a soulevé de sérieux problèmes vis-à-vis de la sauvegarde et la légalité de la rétention <https://www.justiceinspectorates.gov.uk/hmiprisoners/wp-content/uploads/sites/4/2020/03/France-web-2019.pdf>

²⁷ Inspection du HMIP à Calais (2016) <https://www.justiceinspectorates.gov.uk/hmiprisoners/wp-content/uploads/sites/4/2016/12/Coquelles-Calais-Web-2016-2.pdf>

Garantir une utilisation plus judicieuse de l'argent des contribuables britanniques

Les tactiques du gouvernement britannique à la frontière franco-britannique ont entraîné un gaspillage déplorables des ressources. Rien qu'entre 2010 et 2016, l'agence britannique de gestion des frontières (UK Border Force) a dépensé plus de £315 millions pour « décourager l'immigration clandestine » dans le Calais.²⁸ En 2018, £44.5 millions supplémentaires ont été alloués dans le cadre de l'accord Sandhurst²⁹, suivis de £5.5 million supplémentaires un an plus tard.³⁰ Le montant des dépenses augmente rapidement, et s'accompagne de la construction de nouveaux murs, clôtures et barbelés chaque mois. A cela s'ajoute de nouveaux équipements de détection de haute sécurité, des caméras de surveillance et des drones, ainsi qu'un centre de commande et de contrôle, installés dans la région.

En dépit de ces investissements financiers considérables et des politiques énoncées, les traversées continuent, et les décès tragiques se sont poursuivis.³¹ En 2020, les traversées en bateaux ont augmenté considérablement ; la hausse des dépenses en matière de sécurité n'ayant apparemment servi qu'à augmenter le désespoir des personnes exilées dans la région, les forçant à prendre des routes encore plus dangereuses.³² Pour preuve, 6 décès ont été signalés en 2019 aux alentours de Calais, y compris celui d'un enfant de 17 ans, à la suite de traversées dangereuses à bord de canots pneumatiques, de camions frigorifiques, ou même à la nage.³³

Les coûts humains et financiers de la sécurité accrue aux frontières sont un véritable drame. Les 2,000 personnes qui vivent actuellement entre Calais et Grande-Synthe ne représentent qu'une partie infime des 35,5000 personnes ayant fait une demande d'asile au Royaume-Uni en 2019.³⁴ Les héberger et les nourrir dans le cadre de leur procédure d'asile coûterait £13.3 millions par an,³⁵ soit un peu plus de 10% de la somme totale dépensée en 2016 pour les dissuader de se rendre sur le territoire britannique.³⁶

Refuser aux personnes exilées le droit d'être réunies avec leur famille et leurs amis au Royaume-Uni les force à vivre, dans l'attente et dans des conditions de vie indignes. De plus, cela coûte cher aux contribuables britanniques et profite aux passeurs et aux trafiquants d'êtres humains. Le problème ne va pas disparaître, et ce, quelles que soient les dépenses supplémentaires faites pour renforcer la sécurité aux frontières. Il ne fait aucun doute que l'ouverture de nouvelles procédures permettant aux demandeurs d'asile potentiels d'atteindre le Royaume-Uni en toute sécurité libérerait des fonds publics actuellement alloués à la « sécurisation » futile et dangereuse des frontières.



Crédit photo: Andreas Beissel

28. Demande d'accès à l'information (2017) https://fullfact.org/media/uploads/foi_response_41250_-_r.pdf

29. Gouvernement britannique, 'Joint UK-France centre opens in Calais to tackle criminality at border' (2018) <https://www.gov.uk/government/news/joint-uk-france-centre-opens-in-calais-to-tackle-criminality-at-border>

30. Secrétaire d'Etat pour le ministère de l'Intérieur (2020) <https://www.theyworkforyou.com/wrans/?id=2020-09-18.HL8269.h&s=calais#ghL8269.rO>

31. Ministère de l'Intérieur, Addendum au plan d'action sur les petites embarcations (2019) https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/839500/Small_Boats_Action_Plan_Addendum_-_26th_September_consolidated_text_2019.10.01_-_002_.pdf

32. Comité des affaires étrangères, « Répondre à l'immigration clandestine : La voie diplomatique » (2019), p. 9 <https://publications.parliament.uk/pa/cm201919/cmselect/cmfa/107/107.pdf>

33. Calais Migrant Solidarity (2020) <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/deaths-at-the-calais-border/>

34. Ministère de l'Intérieur britannique (2020), « A combien de personnes accordons-nous l'asile ou la protection ? » <https://www.gov.uk/government/publications/immigration-statistics-year-ending-december-2019/how-many-people-do-we-grant-asylum-or-protection-to>

35. Les demandeurs d'asile au Royaume-Uni reçoivent une allocation de £36.95 par semaine, soit £1.921 par an. City AM estime que les frais de logement reviennent à £6.937 par an : <https://www.cityam.com/how-much-would-it-cost-uk-accept-all-asylum-seekers>

36. Demande d'accès à l'information, référence 41250 (2017) https://fullfact.org/media/uploads/foi_response_41250_-_r.pdf

Quelles solutions existent ?

Les données sont incontestables : il est temps d'adopter une nouvelle approche. Quelles options viables se présentent au gouvernement britannique ?

Plusieurs propositions ont été émises. Elles comprennent notamment :

- La mise en place de visas humanitaires, l'élargissement des critères de la réunification familiale et l'extension du programme de relocalisation des personnes vulnérables, ainsi que l'allocation de fonds suffisants à son fonctionnement.³⁷
- La garantie immédiate de voies d'entrée adéquates permettant à tout individu éligible de rejoindre le Royaume-Uni comme le prévoient les dispositions en matière de réunification familiale du Règlement Dublin III (ce droit va disparaître à partir du 31 décembre 2020).³⁸
- Un engagement renouvelé en faveur du programme « Dubs », ou tout arrangement similaire, afin de permettre aux enfants, particulièrement vulnérables, de trouver refuge au Royaume-Uni.³⁹

Qui plus est, la collaboration entre les gouvernements britannique et français est absolument nécessaire pour trouver des solutions durables pour les individus qui se rendent, de leur propre initiative, au nord de la France afin d'atteindre le Royaume-Uni ou trouver refuge ailleurs, mais qui ne remplissent pas pour autant les critères stricts proposés ci-dessus. Les gouvernements doivent explorer de nouvelles façons d'assumer leur part de responsabilité vis-à-vis de la crise humanitaire dans le nord de la France. A cette fin, un meilleur dialogue sur les solutions concrètes et une harmonisation des actions de plaidoyer s'imposent de toute urgence. Ce travail devrait être réalisé, de préférence, dans le cadre d'une collaboration entre les organisations de la société civile britanniques et françaises. Celles-ci sont en effet bien placées pour formuler des propositions constructives, fondées sur les principes universels des droits fondamentaux et de la dignité humaine. La promotion de solutions humaines repose également sur le soutien des parlementaires européens et nationaux, des médias et de personnalités influentes.

La coopération est plus que jamais nécessaire. Les conditions de vie des personnes exilées dans le nord de la France n'ont jamais été aussi déplorables : coincées à la frontière, elles sont dissuadées de trouver refuge en France et ont de moins en moins l'occasion d'atteindre, de façon sûre et légale, le Royaume-Uni. Il est temps d'agir.



³⁷ Veuillez-vous référer à la proposition faite au ministère de l'Intérieur en août 2020 par le "Joint Council for the Welfare of Immigrants (JCWI)" et plus de 100 signataires : <https://www.jcwi.org.uk/joint-letter-on-channel-crossings>

³⁸ Ibid

³⁹ Le programme "Dubs" fait référence à la loi sur l'immigration de 2016 (section 67). Cette loi a obtenu le soutien de plusieurs partis afin d'accueillir un « nombre spécifique » d'enfants non-accompagnés en provenance de la France, la Grèce et l'Italie. A lire : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/767397/DUBS_DETAILED_PROCESS_DOCUMENT_France_FINAL_Updated_December_2018_SG_003_002.pdf

Focus sur les personnes exilées bloquées à la frontière franco-britannique



Mohammed*

Mohammed, 16 ans, a fui le Darfour, région du Soudan déchirée par les conflits, afin de pouvoir vivre en sécurité. Cependant, bloqué à la frontière franco-britannique, il a été confronté à de nouvelles formes de violence et à l'insécurité. « J'étais sur la route le soir. Il y avait beaucoup de policiers et ils nous ont agressés verbalement, nous ont frappés avec des matraques et ont pulvérisé des gaz lacrymogènes. Nous étions juste deux, moi et un de mes amis ». Mohammed est toujours à Calais, à la rue et à la recherche d'une solution à sa situation difficile.

Abdallah*

Abdallah a rapidement quitté le Soudan après avoir été libéré de prison où il a été torturé et maltraité par des fonctionnaires du gouvernement en raison de son travail pour la justice sociale. Il a passé neuf mois dans un campement à Calais avant de rejoindre le Royaume-Uni à l'arrière d'un camion réfrigéré. Il a obtenu l'asile six mois après son arrivée au Royaume-Uni.

Senait*

Senait est une jeune femme de la Corne de l'Afrique, qui a quitté son pays d'origine lorsqu'elle était mineure. Après un interminable voyage à travers le Sahara et la Méditerranée, elle s'est retrouvée bloquée dans le nord de la France en essayant de rejoindre le Royaume-Uni où elle a un réseau social de soutien. Elle a été violée et a fait face à d'autres formes d'abus sexuels et a finalement vendu son corps à un passeur pour traverser la frontière franco-britannique. Elle est arrivée enceinte au Royaume-Uni où elle a demandé l'asile.

**Tous les noms ont été modifiés afin de protéger l'anonymat des personnes citées.*

www.refugee-rights.eu

info@refugee-rights.eu

[@Refugee_RE](https://twitter.com/Refugee_RE)